

LA DETTE EXTERIEURE DES PAYS DU TIERS MONDE.

Texte de l'exposé effectué par le groupe "Dette du Tiers Monde" d'Aix, au CAC d'Aix en Provence en février 2001, puis à Pertuis et à La Ciotat, et remis à jour en octobre 2001 à l'occasion d'un exposé à Aubagne.

Ce travail a été réalisé à partir des cours des Universités d'été d'ATTAC, et des publications du CADTM.

La question de la DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE des pays du Tiers Monde est l'une des préoccupations majeures d'Attac.

Une part importante des budgets de ces pays est aujourd'hui consacrée au service de cette dette. Ce puissant mécanisme de transfert de leurs richesses vers les institutions financières internationales, les grandes banques occidentales ou les états développés, leur interdit tout développement réel et durable, et les subordonne aux pays du Centre. Cela permet, en outre, à la bulle financière de croître et de jouer son rôle déstabilisateur.

1. HISTORIQUE.

C'est l'histoire d'une dette qui n'existait pas il y a quarante ans.

a. De 1945 à 1970.

L'endettement extérieur du Tiers Monde est faible dans un environnement monétaire assez stable.

b. Fin des années 60, début des années 70.

Augmentation des prêts à des taux d'intérêt faibles consentis par :

1) les banques privées du Nord qui voient affluer chez elles des masses d'Eurodollars (\$) qui restent en Europe au lieu de retourner aux USA) et de pétrodollars (\$) placés à Londres ou New-York par les pays de l'OPEP après le premier choc pétrolier de 1973). Afin de rémunérer ces liquidités importantes, elles les placent. Elles les prêtent aux pays du Sud à des taux très bas (voire négatifs en termes réels¹). Certains pays (surtout en Amérique Latine) sont encouragés à s'endetter plus que de raison car, le cours des matières premières étant favorable, leurs revenus d'exportations croissaient et les banques étaient assurées du remboursement.

2) les gouvernements du Nord qui distribuaient ainsi du pouvoir d'achat aux pays du Sud afin que ceux-ci leur achètent biens d'équipement, céréales, services, technologies...

3) la Banque Mondiale dont les orientations sont déterminées par les USA. Les enjeux poursuivis étant de

- stabiliser l'aire d'influence américaine. On prête aux alliés stratégiques des USA (Mobutu,

¹ voir Chapitre 2. TERMINOLOGIE

Suharto, le Brésil, le Chili, l'Argentine...)

- augmenter la domination des principales puissances industrielles
- endiguer les mouvements révolutionnaires, le "développement" étant une antidote à l'idéologie communiste. C'est la période de la décolonisation, des indépendances, des révolutions (Cuba, l'Algérie, le Chili, la Chine,...)
- amener les classes locales au pouvoir à abandonner toute politique favorisant l'indépendance économique de leur pays.

C'est ainsi qu'en 1968, la Banque Mondiale sous la présidence de Robert Mac Namara augmente considérablement les prêts à bas taux d'intérêt (tableau 1) mais assortis de fortes conditions visant à connecter les économies du Sud au marché mondial.

Tableau 1.

Entre 1968 et 1980 la dette du Tiers Monde a été multipliée par 12 *

* Le bateau ivre de la mondialisation - page 210

Le Nord accorde des prêts pour des projets tournant les économies du Sud vers les exportations à destination des pays industrialisés (ressources naturelles, cultures d'exportation qui remplacent les cultures vivrières, ce qui diminue la souveraineté alimentaire) et en même temps, le Sud importe des biens, des services, des technologies, des barrages, des usines fournis par le Nord.

La dette des pays du Tiers Monde prend alors des proportions inattendues.

c. Le Grand virage de 1979 à 1982.

On change les règles du jeu à Washington.

En 1979 la Banque Centrale des USA décide d'augmenter subitement et de manière drastique les taux d'intérêt américains (afin de réorienter les investissements vers les USA : besoin d'argent pour la politique d'armement de Reagan, et refus d'augmenter les impôts). C'est le choc Volcker, du nom du président de la Réserve Fédérale. Cette décision va plonger les pays du Tiers Monde dans une spirale infernale. Les prêts étaient libellés en dollars et indexés en fonction du marché des taux d'intérêt américains et de celui de la City (Londres). Par voie de conséquence, ces taux d'intérêt explosent (exemple : l'Amérique Latine : le taux d'intérêt réel passe de -3,4% dans les années 70-80 à +27% en 1982). La situation s'aggrave en outre du fait de la baisse des revenus d'exportations des pays du Tiers Monde : l'offre accrue des produits exportés par ces pays dans un contexte d'essoufflement du rythme de croissance des pays industrialisés, fait chuter leur prix sur le marché international, d'où une baisse des revenus en devises permettant de rembourser les dettes. A cela il faut ajouter d'autres facteurs d'appauvrissement en devises (hausse du prix du pétrole, fuite des capitaux, corruption, enrichissement de certains dirigeants). Au moment où les taux explosent et font gonfler la

dette, le stock de devises mobilisables pour rembourser ces dettes baisse. Il faut rembourser davantage avec des ressources en diminution. Il faut alors emprunter pour rembourser ! Or les taux d'intérêt qui s'y rapportent, augmentent ! C'est la mise en route de la spirale ! Craignant de ne jamais revoir l'argent prêté, les banques stoppent tout crédit ! Les flux financiers vers les pays du Sud se tarissent. Le Sud envoie plus de capitaux vers le Nord que l'inverse. Les pays les plus endettés font face à d'énormes difficultés de paiement. C'est la crise de la dette, due à l'envolée des taux d'intérêt, qui explose en 1982 à partir du Mexique.

d. Le FMI et ses plans structurels.

S'inquiétant des risques de faillite des banques privées engagées dans le Sud, le FMI et la BM interviennent en 1982 pour que le Nord soit bien remboursé. On n'annule ni ne réduit les créances : le FMI accorde de nouveaux prêts pour permettre aux pays du Sud de rembourser leurs dettes mais en imposant, en contrepartie, des conditions socio-économiques strictes : ces prêts sont limités, les dettes sont ré-échelonnées dans le temps, mais les états doivent adopter des "Plans d'Ajustement Structurel", les PAS². Un pays endetté qui le refuse se voit menacé de l'arrêt de ces prêts. Les pays endettés n'ont pas constitué un front des pays débiteurs, les négociations ont été menées au "cas par cas". Pour réduire le déséquilibre de la balance des paiements, le FMI impose à travers ces PAS un modèle de développement néo-libéral.

Les premières mesures imposées sont en général une dévaluation de la monnaie locale et une hausse des taux d'intérêt à l'intérieur du pays, puis viennent les réformes structurelles pour réduire le déficit budgétaire : baisse des investissements publics avec licenciements, privatisations, déréglementation du marché du travail avec gel des salaires, baisse des prestations sociales, baisse des subventions aux produits de base (pain, eau, transport, électricité), application de tarifs pour l'accès à l'éducation et à la santé, libéralisation du commerce international avec baisse des protections douanières, libéralisation des entrées et sorties de capitaux, réforme fiscale avec généralisation de la TVA aux dépens de l'impôt sur le revenu.

Si de telles mesures permettent de dégager des fonds à court terme, elles ont surtout pour conséquences un grave appauvrissement des populations et une augmentation des inégalités.

e. Fin des années 90.

Devant l'accumulation des impayés, le FMI et la BM lancent, en septembre 1996, l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés - Highly Indebted Poor Countries). A ces pays, on accorde des facilités de crédit baptisées "Facilités d'Ajustement Structurel Renforcé" (Prêts à 0,5% remboursables sur 10 ans) pour que la dette soit remboursée et soient accélérées les réformes prônées par le FMI. En Septembre 1999 ces prêts ont été rebaptisés "Facilités de Croissance et de Réduction de la Pauvreté". La dénomination change mais c'est toujours la même logique de

² voir Chapitre 2. TERMINOLOGIE

productivité (produire plus, pour exporter plus, pour récolter plus de devises pour payer sa dette) qui est en réalité contre-productive. L'Afrique produit plus, accentue la surproduction, ce qui entraîne la chute des prix des produits exportés et donc la baisse des revenus pour payer sa dette! En 1999 ces plans ont été couplés à un Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (document devant être élaboré en concertation avec la société civile du pays concerné pour que les ressources libérées soient affectées à des dépenses sociales et de lutte contre la pauvreté). Concept louable pour répondre aux critiques selon lesquelles les décisions ne seraient pas prises de façon démocratique, mais qui peut, dans certains cas d'urgence (exemple au moment des inondations au Mozambique) être un obstacle supplémentaire à l'allègement.

Certes, les PAS n'imposent plus de réduire les dépenses de santé et d'éducation, mais l'idée sous-jacente est qu'il faut privatiser ces services publics.

Face aux critiques, il y a eu à plusieurs reprises des annonces d'allègement des dettes, mais nous verrons plus loin ce que cela signifie réellement.

En fait la gestion de la crise de la dette par les gouvernements des pays du Nord et les Institutions Financières Internationales a fait rentrer les pays du Tiers Monde et d'Europe de l'Est, dont certains avaient acquis une indépendance industrielle voire financière, dans un cycle de dépendance accrue. (Exemple du Mexique : Aujourd'hui ses revenus d'exportations pétrolières passent par un compte situé aux USA. Un magistrat américain a l'autorisation de bloquer les flux qui vont de ce compte vers le Mexique si ce pays ne rembourse pas sa dette extérieure). Il y a, aussi, bien entendu, responsabilité des emprunteurs (emprunts déraisonnables, régimes corrompus, etc....) mais le Nord a soutenu ces régimes. On a prêté à des dictateurs et fermé les yeux sur des détournements massifs, comme ceux de la junte en Argentine.

2. TERMINOLOGIE.

■ **Dette extérieure** : (remboursable en devises étrangères)

a. *Dette publique* : contractée par des emprunteurs publics (un état) auprès de particuliers, des banques, des entreprises, des états.

b. *Dette privée* : emprunts contractés par des emprunteurs privés (banques commerciales, grandes entreprises) quel que soit le prêteur. Certaines dettes privées sont devenues des dettes publiques car les états du Tiers Monde ont donné leur aval.

■ **Dette bilatérale** : contractée par un état auprès d'un autre état et négociée au sein du Club de Paris (le cartel des états créanciers).

■ **Dette multilatérale** : contractée auprès des institutions financières internationales (FMI, BM). Plus le pays est pauvre, plus la part de la dette multilatérale est importante.

■ **Taux d'intérêt nominal / taux d'intérêt réel** : la différence est due au taux d'inflation. Le taux d'intérêt réel a pu être négatif dans les années 60.

- **Le service de la dette** : amortissement du principal emprunté + remboursement de l'intérêt.
- **Le rééchelonnement** : consiste à repousser dans le futur les échéances d'un prêt.
- **Le Club de Paris** : groupement des principaux états créanciers. Présidence et secrétariat sont assurés par le trésor français.
- **Le Club de Londres** : enceinte de la négociation entre gouvernements débiteurs et banques créancières.
- **La Banque Mondiale (BM)** : créée en 1944 à Bretton Woods. C'est une banque transnationale chargée de prêter à long terme pour financer des actions de développement dans le Tiers Monde ou les ex-pays socialistes. Son capital est apporté par les états membres et elle emprunte sur les marchés financiers. Montée en puissance de cette banque à la fin des années 60 sous la direction de Mac Namara.
- **Le Fonds Monétaire International (FMI)** : créé à Bretton Woods en 1944 pour assurer la stabilité monétaire internationale par des taux de change fixes et aider ponctuellement des pays connaissant des difficultés de balance de paiements. Son capital est constitué par l'apport en devises fortes et en monnaie locale des pays membres (182 en 1998). En fonction de cet apport, chaque membre a des Droits de Tirage Spéciaux : des actifs monétaires échangeables contre des devises d'un pays tiers. Huit pays en détiennent 50% (les USA 18%, la France 5%, le Royaume Uni 5%).

En 1971 (fin des accords de Bretton Woods et de la parité or / dollar), le FMI voit disparaître sa fonction de surveillance du système de Bretton Woods, les grands pays ont laissé flotter leur monnaie, c'est le début de la spéculation financière. En 1973 (choc pétrolier), les PVD importateurs de pétrole sont touchés, le FMI devient une "coopérative" de banques centrales. Quand les caisses d'un état sont vides, il peut emprunter au FMI, mais celui-ci dicte ses règles et restructure l'économie de cet état. Le mode de décision du FMI est celui d'une répartition des droits de vote en fonction de la cotisation des états membres. Avec 18% les USA disposent d'une minorité de blocage.

3. LA DETTE ELLE-MEME.

a. Le montant

- En 1999, la dette du Tiers Monde, pays de l'Est non compris, s'élevait à 2 060 Milliards de dollars dont 1 600 Milliards de dollars de dettes publiques. Ces chiffres sont à comparer avec les autres dettes du tableau 2 :

<u>Tableau 2.</u>	
En 1999 (*) le montant de la dette du Tiers Monde est de	2 060 Milliards de \$
dont 1 600 Milliards de \$ de dettes publiques	
En 1997 **	
Le montant de la dette des ménages aux USA est de	5 500 Milliards de \$
Le montant de la dette publique des USA est de	5 500 Milliards de \$
Le montant de la dette publique des 15 pays de l'Union Européenne est de	5 500 Milliards de \$
Dans le monde, le montant annuel des dépenses militaires est de	780 Milliards de \$
celui des dépenses de publicité est de	1 000 Milliards de \$
* Le bateau ivre de la mondialisation - page 235	
** Manière de voir n° 52 - page 76	

- Le remboursement de la dette publique du Tiers Monde (tableau 3) représente environ et en moyenne 200 Milliards de \$ par an, alors que d'après le PNUD 40 Milliards de \$ par an pendant 10 ans suffiraient à garantir à chaque habitant de la planète l'accès aux biens et services de base³.

<u>Tableau 3.</u>	
Remboursement de la dette publique des pays du Tiers Monde :	
- environ 200 Milliards de \$ par an *	
- entre 1982 et 1998, ils ont remboursé plus de 4 fois ce qu'ils devaient mais le montant de leur dette extérieure est 4 fois plus élevé qu'en 1982 **	
L'aide publique au développement en 1998 :	
- environ 50 Milliards de \$ soit le quart du remboursement de la dette *	
* Le bateau ivre de la mondialisation - page 235	
** Manière de voir n° 52 - page 75	

³ Le bateau ivre de la mondialisation page 233

- Entre 1982 et 1998 les pays de la périphérie ont remboursé plus de quatre fois ce qu'ils devaient à l'époque (1982) et pourtant ils se trouvent quatre fois plus endettés qu'en 1982 sous l'effet de cette spirale.

- Réfutons les idées reçues :

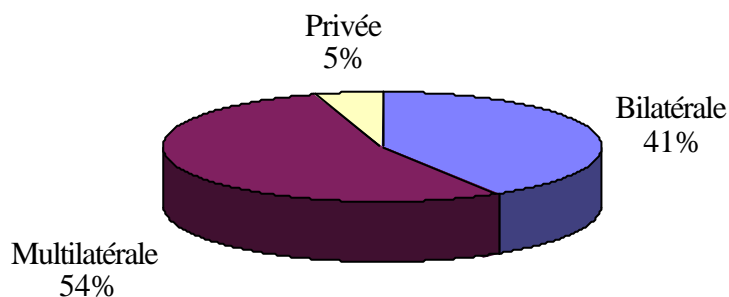
1) Il est faux de dire que d'importants flux de nouveaux prêts contrebalancent ce que le Tiers Monde rembourse. En 1999 le Tiers Monde a transféré vers les créanciers 100 milliards de plus que ce qu'il a reçu comme nouveaux prêts.

2) L'aide publique au développement ne neutralise pas l'effet négatif du remboursement de la dette (tableau 3). En 1998 le total de l'aide publique au développement n'a pas dépassé 50 Milliards de \$ (le quart de ce que le Tiers Monde rembourse).

b. Les détenteurs de cette dette : les créanciers.

Tableau 4.

Part moyenne de la dette des PPTE africains *



* Le bateau ivre de la mondialisation - page 85

1) Le secteur privé : banques et fonds de pension

2) Les états industrialisés : Club de Paris. La France se situe au troisième rang, après le Japon et l'Allemagne, avec 210 milliards de FF

3) Les institutions multilatérales, FMI et BM

Plus un pays est pauvre, plus la part de sa dette multilatérale est importante (tableau 4). Une part des dettes anciennement détenues par les banques privées a été transférée au FMI lors des négociations au cas par cas menées par la BM et le FMI.

Remarque : On peut regretter une occasion historique perdue : si les pays de l'OPEP avaient recyclé leurs pétrodollars dans les pays du Sud, on aurait évité aux banques de disposer d'une

telle arme, et aux pays du Sud le recours au FMI et aux PAS! La dette est donc gérée par les gouvernements occidentaux et les banques du Nord, ce qui affaiblit les pays du Sud, ce que Susan George qualifie de "véritable colonisation".

4. LES EFFETS DE LA DETTE (qui sont autant d'arguments en faveur d'une approche nouvelle de la dette)

a. financiers.

Il est irréaliste de penser que la dette de ces pays puisse un jour être payée. Par exemple, pour l'Afrique sub-saharienne, en 1996, le ratio dette/exportations était de 236,9 %⁴. Le double de ses revenus d'exportation serait nécessaire pour rembourser la dette.

b. sociaux.

Souffrances imposées aux personnes les plus vulnérables par les PAS : suppression des subventions gouvernementales à la consommation, coupes dans les budgets sociaux, détérioration des services publics, manque d'investissements, enrichissement des élites grâce aux privatisations, creusement des écarts entre les classes sociales, instabilité politique.

c. effets "boomerang" (d'après Susan George) : Chocs en retour dans les pays du Nord :

- 1) environnement. Tant que la dette étrangle les pays endettés, ils ne feront pas d'investissement dans ce domaine.
- 2) drogue. Elle rapporte beaucoup plus que n'importe quel produit d'exportation légale.
- 3) immigration due au chômage.
- 4) échange commerciaux. Avec le service de la dette, les pays de la périphérie ralentissent les importations de marchandises. Or la production et la commercialisation de ces marchandises représentent des emplois dans les pays industrialisés, d'où des effets sur l'emploi.

⁴ Le bateau ivre de la mondialisation page 83

5. ANNONCES D' "ALLEGEMENT" DE LA DETTE.

a. Conditions.

Pour être éligible à un "allègement", un pays doit être très pauvre et très endetté : PPTE (en anglais HIPC). Sur 187 Pays en Voie de Développement (PVD), cela représente environ 41 pays d'Afrique sub-saharienne et d'Amérique centrale (le Mexique, le Brésil, l'Inde, le Bangladesh et le sud-est asiatique où vit la majorité des pauvres de la planète, n'en font pas partie)

1) Critères : tableau 5

Tableau 5.

Critères pour être reconnu comme PPTE (pays pauvre très endetté), pays pour lequel

la dette est dite "insoutenable" :

- le revenu doit être inférieur à 2 \$ par jour et par habitant

- le ratio $\frac{\text{Stock de la Dette}}{\text{Revenu annuel d'Exportation}} > 150 \%$

Revenu annuel d'Exportation

- le ratio $\frac{\text{Service de la Dette}}{\text{Revenu annuel d'Exportation}} > 20 \%$

Revenu annuel d'Exportation

* Le bateau ivre de la mondialisation - page 84

Dans ce cas la dette est considérée comme "insoutenable", car il ne s'agit pas d'en finir avec la dette, mais de la rendre "soutenable".

2) avoir appliqué pendant trois à six ans les PAS définis par le FMI et la BM

3) fournir un document CSLP (Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté) signé par la société civile

4) offrir des garanties politiques

5) on ne prend en considération que la dette due avant tout rééchelonnement (en général le milieu des années 1980)

Mais il ne faut pas confondre "annonce d'allègement" et "début de l'allègement". Ce début de l'allègement n'intervient, en principe, que trois ans plus tard, si ces règles ont été appliquées. Il y a tout un calendrier à respecter.

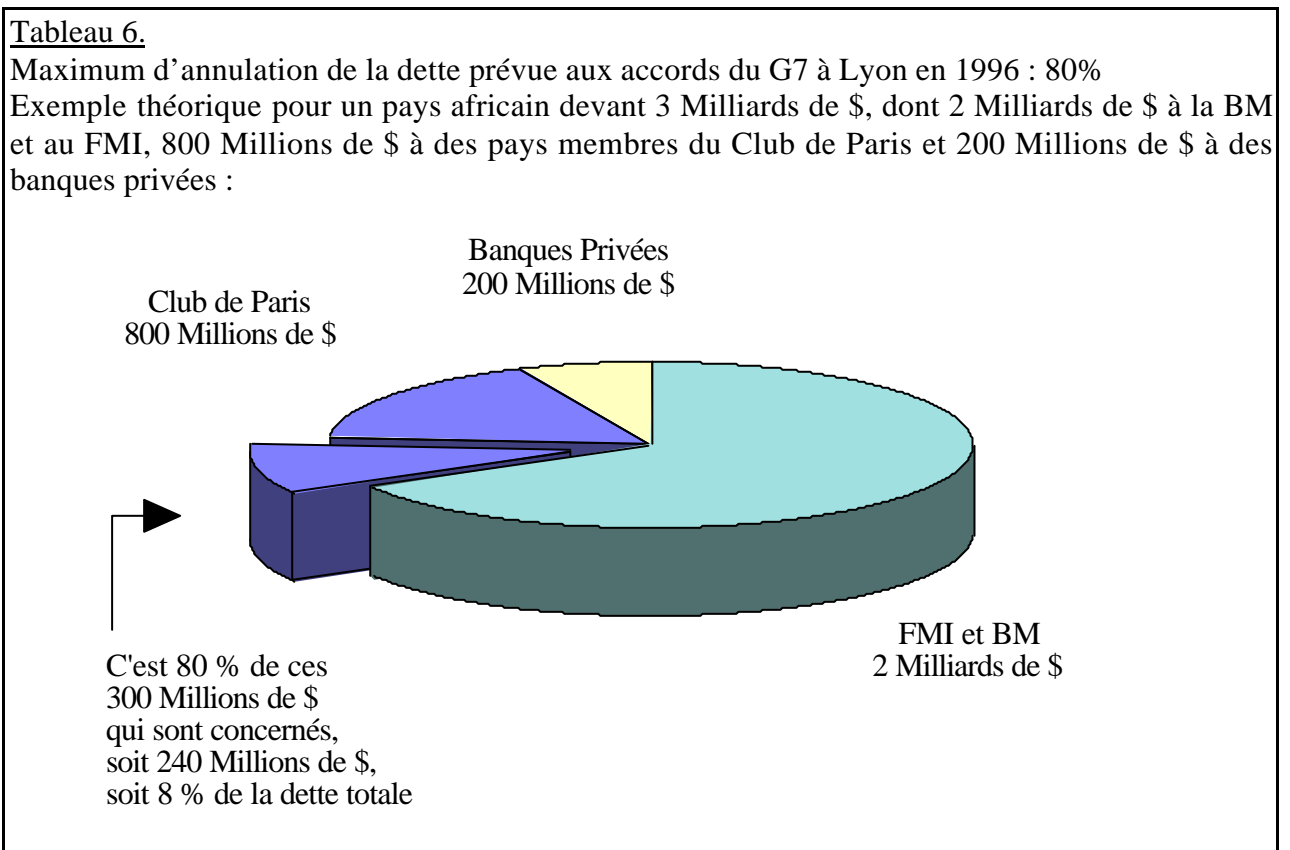
b. Mécanismes

1) Aucun chef d'état ne propose de mesures d'annulation de la dette détenue par les institutions privées, ce qui représente plus de 50% de la dette de l'Amérique Latine et de l'Asie du Sud-Est.

2) Dettes détenues par les institutions multilatérales (FMI et BM) , ce qui représente une grosse partie de la dette de l'Afrique subsaharienne. La charte de ces institutions leur interdisant de renoncer à toute créance, on n'envisage jamais une annulation de ces dettes. Par

exemple, un pays doit rembourser 52 Millions de dollars à la BM et au FMI. Ceux-ci décident de réduire ce montant de 20 Millions. Le pays remboursera 32 Millions au lieu de 52, mais ni le FMI, ni la BM ne renoncent à ces 20 Millions. Afin d'être assurés d'être remboursés, le FMI et la BM créent un fonds fiduciaire alimenté par les pays membres du FMI et de la BM. Ces contributions sont placées sur les marchés financiers internationaux, et c'est le rendement de ces placements qui est utilisé pour rembourser les 20 Millions de dollars. L'argent ne sort pas du pays endetté, mais une somme équivalente entre dans les caisses du FMI et de la BM.

3) Les mesures d'annulation éventuelle ne concernent que les dettes d'état à état, négociées au cas par cas avec le Club de Paris. Exemple pour un pays africain qui devrait 3 Milliards de \$ (tableau 6). On ne prend en considération que les 800 Millions dus au Club de Paris et sur ces 800 Millions, uniquement le montant dû avant tout rééchelonnement. Considérons que ce rééchelonnement a eu lieu en 1985, année pour laquelle la dette s'élevait à 300 Millions (partie de la dette qui est détachée sur le graphe). Si l'on applique le maximum d'annulation rendu possible par les accords du G7 à Lyon en 1996, c'est 80% de cette somme qui est concerné soit 240 Millions de \$. Rapportés aux 3 Milliards de \$, cela fait 8%. Et si l'on portait le taux d'annulation à 90% (G7 de Cologne en 1999), cela ferait 270 Millions, soit une réduction de 9% de la dette.



c. Les initiatives

1) Sommet du G7 de Cologne en juin 1999.

La campagne "Jubilé 2000" qui a regroupé églises, syndicats, associations, remettait 17 Millions de signatures aux dirigeants du G7 afin de les amener à annuler la dette impayable de 50 pays du Tiers Monde (soit 300 Milliards de \$) mais sans exiger l'arrêt des PAS (tableau 7). Le sommet annonce l'annulation de 90% des dettes de 41 de ces PPTE, soit 100 Milliards de \$.

Tableau 7.

Bilan du G7 de Cologne de juin 1999 *

- Demande d'annulation de la dette pour 50 pays (Jubilé 2000)	300 Milliards de \$
- Dette des 41 PPTE retenus par le G7	environ 200 Milliards de \$
- Remise annoncée de 90% de la dette retenue par le G7 pour ces 41 PPTE	100 Milliards de \$
- Un an après (juin 2000), la somme réunie est de	2,5 Milliards de \$
soit environ 1,2 % de la dette de ces 41 PPTE	
ou environ 0,12 % de la dette totale du Tiers Monde	
- Au troisième trimestre 2001**, la somme réunie est de	12 Milliards de \$
soit environ 6 % de la dette de ces 41 PPTE	

* Eric Toussaint - Dette du Tiers Monde à Okinawa - CADTM - août septembre 2000 et
Manière de voir n° 52 - page 76

** Les autres voix de la planète n° 14 - page 18

En juin 2000, sur les 100 Milliards de \$ annoncés, seuls 2,5 Milliards de \$ avaient été réunis, soit 1,2% de la dette de ces 41 PPTE, ou 0,12% de la dette totale du Tiers Monde.

2) A Okinawa à l'occasion du G7+1 tenu en juillet 2000, la France et le Japon ont prétendu annuler les dettes des PPTE. C'est un abus de langage. En fait, ils exigent un remboursement de ces dettes qu'ils vont ensuite annuler sous forme de "dons" :

- Le Japon exigeant que l'argent qui doit être rendu soit utilisé pour acheter des marchandises et des services fournis par des entreprises japonaises (effort de 15 Milliards du Japon pour soutenir le développement d'Internet dans les pays du Tiers Monde)

- Et dans le cas de la France, le président Chirac proposant aux PPTE de bénéficier d'annulations à condition de privatiser au profit de multinationales françaises (Vivendi - Bouygues), qui achètent en solde des pans entiers de l'économie africaine.

3) Le G8 de Gênes en juillet 2001. Alors que des centaines d'organisations y revendiquent l'annulation de la dette du Tiers Monde, le G8 se contente, une nouvelle fois d'encenser l'initiative PPTE de 1996 à Lyon et 1999 à Cologne, initiative critiquée par de nombreux mouvements sociaux, le PNUD, la CNUCED, ou l'OCDE. Aucune nouvelle décision d'allègement n'est prise, c'est la "concrétisation de Cologne".

Au troisième trimestre 2001⁵, sur les 41 PPTE retenus par le G7 de Lyon,

- 23 sont devenus éligibles,

⁵ Les autres voix de la planète n° 14 page 18

- 12 ont franchi le point de décision,
- 6 ont commencé à en bénéficier : la Bolivie, l'Ouganda (le seul à avoir franchi le "point d'achèvement"), la Mauritanie, la Tanzanie, le Mozambique et dernièrement le Sénégal. Après affectation, cela représentera environ 6% de la dette des 41 PPTE retenus par le G7, soit un peu plus de 12 Milliards de \$.

4) Il y a eu entre-temps des initiatives bilatérales. Le Canada, les USA, le Royaume Uni, la France, ... ont annoncé des annulations de dette, mais en fait la France et d'autres pays, comme les USA, ne consacrent pas toutes les sommes qu'ils ont promises. La France qui avait annoncé 70 Milliards de FF d'annulation des créances françaises décide de ne plus consacrer que 45 Milliards de FF à raison de 1,5 Milliards de FF pendant 30 ans⁵. Le gouvernement belge a prévu d'allouer une somme de 800 Millions de francs belges (environ 20 Millions d'Euros) à l'effort d'allègement de la dette du Tiers Monde... Au rythme de 800 Millions de francs belges par an, il faudrait 100 ans pour annuler les 92 Milliards de francs belges que les PPTE doivent à la Belgique⁶.

Toutes ces initiatives, qui restent liées aux PAS, sont totalement insuffisantes et inacceptables. Très peu a été fait et depuis que les médias annoncent des annulations massives de dettes, la dette du Tiers Monde reste tenace et ne fait que croître. En outre, les sommes annoncées ne vont pas vers les populations du Sud. Elles sont utilisées pour indemniser les entreprises privées qui sont souvent responsables de projets inadaptés aux besoins locaux et elles sont souvent prises sur les budgets de la coopération au développement. On ne propose plus que "privatisations" et "ouverture commerciale".

On est dans une situation scandaleuse : ce sont les pauvres des PPTE qui enrichissent les riches des pays les plus riches. En 1999 l'ensemble des Pays en Voie de Développement a remboursé 350 Milliards de \$, soit 7 fois plus que l'ensemble de l'aide publique (50 Milliards de \$ cette année-là).

L'Afrique sub-saharienne rembourse quatre fois plus qu'elle ne dépense pour la santé et l'éducation.

La campagne "Jubilé 2000", qui a mobilisé beaucoup de gens mais a eu de piètres résultats, a mis en évidence l'impuissance des PVD dans le système économique mondial.

6. LES SOLUTIONS A APPORTER.

Il faut renverser les points de vues : soulever le problème de la légitimité de la dette, en se référant à la notion de "dette odieuse". D'après le droit international, une dette est illégitime, voire odieuse, si elle a été contractée par un gouvernement despotique, non démocratique ou si elle a été détournée au profit de minorités corrompues, et n'a pas profité aux populations locales. Est-il normal que les populations d'Afrique du Sud, d'Argentine et d'autres pays continuent de payer la dette contractée par un régime qui les a opprimées ? Les pays du Sud

⁶ Eric Toussaint. Dette du Tiers Monde à Okinawa

font valoir cet argument ainsi que les énormes dettes historiques, humaines (esclavage, colonisation,...) et écologiques que le Nord a envers eux.

Si l'on veut un véritable développement humain, durable et juste, il faut briser ce mécanisme infernal, et pour cela :

a. Annuler immédiatement, totalement (et pas seulement alléger) l'ensemble de la dette extérieure publique du Tiers Monde.

Cela reviendrait à exiger des différents créanciers réunis l'abandon de 5% de leurs créances. Il y a des précédents historiques (annulation en 1953 de 51 % de la dette de guerre allemande). Il faut créer des structures démocratiques pour surveiller les liens entre annulation de la dette et investissement dans le développement.

b. Mener des poursuites judiciaires

contre ceux qui se sont enrichis illicitement aux dépens de leur peuple et ceux qui ont été leurs complices au Nord. Exproprier les biens mal acquis et les rétrocéder aux populations locales. Comme exemple, on peut citer Mobutu dont la fortune est de 8 Milliards de \$ placés en Europe et en Afrique du Sud, alors que la dette de la République Démocratique du Congo est de 13 Milliards de \$. Un Tribunal International de la Dette doit être mis en place pour enquêter sur les biens placés au Nord, examiner les dettes odieuses, frauduleuses, illégitimes, etc... Mais surtout il faut substituer à l'économie d'endettement international un modèle de développement socialement juste et économiquement durable. Selon les mots d'Eric Toussaint, président du "Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde" : "Abolir la dette pour libérer le développement".

c. Abandonner les politiques d'ajustement structurel

aux effets sociaux désastreux et réformer, comme le demandent les Pays du Sud, les institutions financières internationales (FMI et BM) en introduisant une répartition plus juste des droits de vote dans ces assemblées.

d. Contrôler les capitaux.

Lever le secret bancaire, rendre illégaux les paradis fiscaux, taxer les transactions financières à court terme (taxe type Tobin) et affecter ces revenus à des projets de développement.

e. Créer des organismes dépendant de l'ONU :

- Observatoire des mouvements financiers.
- Instance d'arbitrage internationale indépendante qui évaluerait les responsabilités non seulement des débiteurs mais aussi des créanciers. Jusqu'à présent les re-négociations de

dettes se font sous l'autorité des créanciers.

- Introduire une procédure d'insolvabilité pour les états comme il en existe pour les entreprises ou les particuliers. Dans son rapport du 24 avril 2001, la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) reconnaît qu' "il faut qu'un état puisse se mettre en congé de remboursement".

f. Réaliser les engagements pris par les états au sein des Nations Unies en 1970, et porter l'aide publique au développement à 0,7 % du PIB des états industrialisés.

Seuls les Pays Scandinaves et la Hollande ont dépassé cet objectif (La France y a consacré 0,32 % en 2000). Il faut que cette aide se fasse sous forme de dons et non de prêts, et s'assurer qu'elle sera mise en oeuvre de façon transparente et vise à la réduction des inégalités. D'ailleurs ne faudrait-il pas parler de fonds de réparation historique plutôt que d'aide ? Le pillage systématique du Sud depuis cinq siècles (esclavage, colonisation,...) ne demande-il pas réparation ?

g. Modifier les règles du commerce mondial.

Le Nord demande l'ouverture des marchés des pays du Sud, mais se protège contre le Sud. Il faut inverser cette logique et permettre l'accès des produits du Sud aux marchés du Nord, ainsi que l'instauration dans les Pays du Sud d'un certain protectionnisme pour leur assurer des recettes fiscales et une souveraineté alimentaire.

Selon des calculs d'Eric Toussaint, la mise en oeuvre de toutes ces mesures pourrait permettre de dégager un solde positif pour les PVD de 370 à 400 Milliards de \$ par an, susceptible de déclencher un cycle de développement.

Pour que toutes ces propositions nécessaires, bien qu'insuffisantes, puissent voir le jour, il faut :

- un puissant mouvement citoyen au niveau mondial,
- un front des pays endettés.

7. MONDIALISATION DES RESISTANCES.

Les mobilisations pour l'annulation de la dette vont croissant, pas seulement dans les pays industrialisés à l'occasion des réunions du G7, du FMI, de la BM, de l'OMC, d'initiatives comme Jubilé 2000 qui a recueilli 23 Millions de signatures ou la "Consulta" en l'an 2000 en Espagne à laquelle ont participé un Million de votants, mais on voit aussi de puissants mouvements se développer au Sud et en Europe de l'Est (Prague, septembre 2000). Ces dernières mobilisations sont peu connues du fait du peu d'écho qu'en donnent les grands médias, mais elles sont réelles : en Asie (Inde, Corée), en Amérique Latine où faute de pouvoir plaider

leur cause devant de "vrais" tribunaux, plusieurs mouvements ont créé des "tribunaux populaires éthiques de la dette" (Brésil, Argentine), lancé des consultations et des campagnes. Au Brésil, en septembre 2000, 6 Millions de citoyens ont demandé la rupture de l'accord entre le gouvernement brésilien et le FMI.

La coordination des pays du Sud est en route, "Jubilé Sud" se développe, il y a eu la rencontre de Dakar en décembre 2000 ("des résistances aux alternatives"), le Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2001. Le prochain Forum Social Mondial y aura encore lieu en janvier 2002.

La problématique de l'annulation de la dette et de l'abandon des PAS fait partie de l'agenda de grands mouvements : ATTAC, des ONG, les confédérations syndicales, la marche mondiale des femmes,...

Le problème-clé est de transformer toutes ces campagnes en actes réels au Sud : qu'un pays décide le non-paiement, qu'un front des pays endettés se constitue. Qu'advierait-il alors ?